

France/Attentat de Nice Le profil " radical " du tueur se précise

AFP
Nice/France

La polémique née au lendemain de ce carnage tend à s'envenimer, alimentant un climat politique délétère dans le pays.

L'AUTEUR de l'attentat de Nice a marqué "un intérêt certain" pour le jihadisme dans les semaines précédant son acte, selon l'enquête sur le carnage du 14 juillet, qui suscite en France une vive polémique politique sur l'efficacité de la lutte antiterroriste. Malgré la revendication de l'attaque par le groupe Etat islamique, "aucun élément de l'enquête ne démontre à ce stade une allégeance de Mohamed Lahouaiej Boulhel à l'organisation terroriste", a déclaré hier le procureur de Paris, François Molins. En revanche, "l'exploitation de son ordinateur illustre un intérêt certain et récent pour la mouvance jihadiste radicale", a souligné le magistrat, qui chapeaute l'enquête. Le tueur, un Tunisien de 31 ans résidant à Nice depuis une dizaine d'années, a notamment multiplié entre le 1er et le 13 juillet les recherches de chants religieux utilisés comme outils de propagande par le groupe Etat islamique, a détaillé le procureur Molins. Il s'est également mis en

quête de vidéos d'attaques récentes, comme le massacre perpétré le 12 juin par un tireur radicalisé contre une boîte gay d'Orlando (Etats-Unis), ou l'assassinat le 13 juin d'un policier français et sa compagne par un jihadiste en région parisienne. Dans l'ordinateur étaient également stockées des "photos à caractère très violent de cadavres et des photos en lien avec l'islam radical", a poursuivi M. Molins. Le magistrat a également mentionné des témoignages selon lesquels le tueur, qui n'était pas connu pour sa religiosité, s'était laissé pousser la barbe "depuis huit jours" et avait dit "être habitué" à voir des vidéos de décapitation. Il a souligné que la "radicalisation" pouvait "intervenir d'autant plus rapidement quand elle s'adresse à des personnalités perturbées, ou à des individus fascinés par l'ultraviolence".

LE PREMIER MINISTRE VALLS HUE. Quatre jours après l'attentat, la France s'est figée hier à midi pour une minute de silence en mémoire des 84 victimes du tueur de Nice, court répit dans une atmosphère politique empoisonnée par la polémique sur l'efficacité de la lutte antiterroriste. Sur la Promenade des Anglais, théâtre du massacre du 14 juillet, 42 000 personnes se sont rassemblées à 10H00 GMT



Photo : AFP

Le procureur de la République de Paris, François Molins a décrit "l'intérêt certain et récent pour la mouvance jihadiste radicale" de l'auteur du carnage de Nice, Mohamed Lahouaiej Boulhel.

(11H00 au Gabon) en hommage aux victimes, dont dix enfants et adolescents, mais au silence et à l'émotion ont succédé des cris de colère inédits depuis que la France est la cible d'attaques. Le Premier ministre Manuel Valls, présent sur place, a été la cible de quelques huées et appels à la démission dans la foule. Le chef du gouvernement socialiste a dénoncé "l'attitude peu spontanée d'une minorité". Un élu local de l'opposition de droite a porté le même jugement, pointant du doigt des sympathisants du Front national (FN), parti d'extrême droite très implanté à Nice. Mais cet incident illustre la tension régnant en France, frappée pour la troisième fois depuis janvier 2015 par des tueries de masse qui ont fait plus de 250 morts, et où le climat d'unité nationale qui avait prévalu au lendemain des

premières attaques n'existe plus. En fauchant avec son camion la foule venue célébrer la fête nationale, Mohamed Lahouaiej Boulhel a tué 84 personnes et blessé plus de 300 autres, dont 19 sont toujours entre la vie et la mort, selon le dernier bilan établi lundi par les autorités. Le procureur Molins a confirmé "le caractère prémédité" de l'attentat, un projet "pensé et préparé" par son auteur, qui avait effectué des "repérages" deux jours avant l'attaque et pris quatre selfies sur la Promenade des Anglais dans les heures précédant le massacre. A neuf mois de l'élection présidentielle, le climat politique n'a cessé de se détériorer en France depuis l'attentat, l'opposition de droite et d'extrême droite accusant sans relâche les autorités de n'avoir pas assez fait pour prévenir de

nouvelles attaques. "Tout ce qui aurait dû être fait depuis 18 mois ne l'a pas été", a ainsi asséné dimanche soir l'ex-chef de l'Etat Nicolas Sarkozy, évoquant "une obligation de moyens pour assurer la sécurité des Français".

HOLLANDE APPELLE A "LA DIGNITE" • L'extrême droite a de son côté alimenté la veine xénophobe. Le secrétaire général du FN Nicolas Bay a martelé hier que "tous les terroristes" ayant frappé la France depuis un an et demi étaient "issus de l'immigration". Le président François Hollande a répliqué aux critiques en invoquant "une obligation de dignité et de vérité dans la parole publique". Les autorités se défendent depuis plusieurs jours de tout laxisme dans la lutte antiterroriste, soulignant que "100 000 policiers, gendarmes et militaires sont mobilisés pour assurer la sécurité" en France. "Nous continuerons à mener une lutte implacable contre Daech (acronyme arabe de l'EI) à l'intérieur et à l'extérieur", a répété le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, indiquant que la France, membre de la coalition internationale anti-jihadistes, poursuivait "tous les jours" ses frappes en Irak et en Syrie. Selon le gouvernement, "16 attentats ont été déjoués" sur le sol français depuis 2013.

L'Afrique en bref

• Côte d'Ivoire/Troubles. Plusieurs blessés dans des affrontements étudiants-policiers. Des affrontements ont éclaté hier entre policiers et étudiants à l'université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, faisant plusieurs blessés, a-t-on appris auprès de la Fédération étudiante et scolaire de Côte d'Ivoire (Fesci).

• Libye/Conflit. L'appel de Favez al-Sarraj. Le Premier ministre désigné du gouvernement libyen d'union nationale (GNA), Favez al-Sarraj, a de nouveau appelé dimanche depuis Tunis tous les Libyens à se rallier à son cabinet, alors que le pays est miné par les divisions et la menace jihadiste.

• Mali/Islamistes. La CMA et "la Plateforme" attachées à l'accord d'Alger. La Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA, ex-rébellion à dominante touareg) du Mali et la coalition de groupes armés progouvernementaux maliens baptisée "la Plateforme", ont réaffirmé dimanche à Niamey leur "attachement" à l'accord d'Alger, indique un "document d'entente" signé par les responsables des deux parties.

• Nigeria/Politique. Lutte anticorruption : les dénonciations de Buhari. Le président du Nigeria Muhammadu Buhari a dénoncé hier les retards pris par les procès d'anciens dignitaires pour corruption, avertissant l'institution judiciaire qu'une telle situation constituait un mauvais signal et s'avérait contre-productive dans la lutte contre l'impunité.

A travers le monde

• Etats-Unis/Présidentielle. Coup d'envoi de la convention républicaine



La convention du parti républicain qui doit investir Donald Trump pour la présidentielle américaine de novembre s'est ouverte hier à Cleveland (Ohio) par une minute de silence en hommage aux policiers tués la veille à Baton Rouge.

• Yémen/Attentats. Onze morts dans le sud-est. Deux attentats à la voiture piégée revendiqués par Al-Qaïda ont visé hier des points de contrôle de l'armée autour de Moukalla, dans le sud-est du Yémen, faisant 11 morts dont 4 civils, selon un responsable de la santé et des sources de sécurité.

Sao-Tomé-et-Principe/Présidentielle Carvalho de justesse !

AFP
Sao-Tomé/Sao-Tomé-et-Principe

Le candidat soutenu par le parti au pouvoir l'a emporté de peu dès le premier tour, réunissant 50,1% des suffrages sur sa personne.

LES électeurs de Sao Tomé et Principe ont élu dimanche dès le premier tour le candidat du parti au pouvoir à la présidence de la République, avec pour enjeu la lutte contre la pauvreté qui mine le petit archipel d'Afrique centrale. Evaristo Carvalho, candidat soutenu par le parti du Premier ministre Patrice Trovoada, a obtenu 50,1% des voix (34 629 suffrages) contre 24,8% (17 121) pour le président sortant Manuel Pinto da Costa et 24,8% (16 638) pour la troisième candidate, Maria das Neves, a indiqué la Commission électorale nationale (Cen) dans la nuit de dimanche à hier. Le tribunal constitutionnel doit encore valider ces ré-

sultats, a précisé la Cen. Sous réserve de cette procédure juridique, cette victoire permet au charismatique Premier ministre Patrice Trovoada de gagner son pari : mettre fin au partage du pouvoir et gouverner avec un président de son parti, l'Action démocratique indépendante (ADI), déjà vainqueur des élections législatives en 2014. Comme dans l'ancienne colonie portugaise, le président arbitre mais ne gouverne pas dans ce petit pays indépendant depuis 1975. "Nous voulons commencer une nouvelle étape de stabilité, de travail et de progrès pour le peuple de Sao Tomé", a commenté dans la nuit le Premier ministre Patrice Trovoada, fils de l'ex-président Miguel Trovoada qui a longtemps vécu en exil à Paris. Au total plus de 60% des 111 222 inscrits ont participé au scrutin qui s'est déroulé dans la "sérénité" selon la mission d'observation de l'Union africaine (UA).

Le vote marque la défaite et sans doute la fin de la carrière du président sortant, Manuel Pinto da Costa, 79 ans dans quelques jours, qui postulait pour un nouveau mandat de cinq ans. Manuel Pinto da Costa est une survivance de la guerre froide : premier président pendant 15 ans après l'indépendance en 1975 sous l'étiquette à l'époque du Mouvement de libération de Sao Tomé et Principe (MLSTP), il avait alors arrimé son pays au bloc soviétique, avec un régime de parti unique, avant de se convertir à la démocratie dans les années 90. **100% ELECTRICITE.** Le développement est l'enjeu principal à Sao Tomé où de nombreuses bâtisses coloniales tombent doucement en décrépitude faute d'entretien, le long de chaussées défoncées et peu éclairées la nuit. Les deux-tiers des quelque 195 000 habitants vivent sous le seuil de la pauvreté, nourrissant une diaspora au Portugal, en Angola ou au Gabon.

"Nous avons fait des progrès très importants en termes de démocratie. Mais si on n'arrive pas à résoudre les problèmes de la population, cela peut empêcher la démocratie de se consolider", avait déclaré à la presse le président sortant après avoir voté dimanche. Populaire - voire "populiste" pour ses détracteurs -, le Premier ministre Patrice Trovoada affirme qu'il va raccorder d'ici deux ans 100% de la population à l'électricité et à l'eau potable. M. Trovoada se targue d'être au mieux avec les présidents du continent tout proche, de Macki Sall (Sénégal) à Dos Santos (Angola) en passant par Ali Bongo (Gabon). A moins de deux heures d'avion de villes africaines en plein essor (Luanda, Lagos), le pays ne manque pas d'atouts avec des productions agricoles parmi les meilleures du monde (cacao, café), un potentiel touristique et des prospections pétrolières off shore en partenariat avec des entreprises étrangères.

La position stratégique de l'île au cœur du golfe de Guinée a conduit la radio Voix de l'Amérique à installer près de la capitale une base et des antennes, au risque de susciter chez certains habitants des questions sur leur finalité réelle. Le FMI a salué une croissance moyenne de 4% depuis 2012 et une inflation en forte baisse. Reste que Sao Tomé dépend toujours de l'aide internationale à 90% pour ses besoins vitaux. "Nous ne couvrons que 10% de nos besoins", s'afflige une figure de la société civile, qui déplore aussi des détournements réguliers de l'aide internationale.

• Une candidate demande l'annulation du scrutin. Une candidate arrivée troisième à l'élection présidentielle à Sao Tomé-et-Principe, Maria das Neves (16 638 voix, 24,8%) a demandé hier l'annulation du scrutin officiellement remporté la veille par Evaristo Carvalho.

Photo : AFP